

HONDURAS

Les partisans de Zelaya affluent à Tegucigalpa malgré les contrôles

Miguel, un modeste paysan hondurien, a parcouru plus de 500 kilomètres en quatre jours, bravant les contrôles militaires pour gagner Tegucigalpa, où des milliers de partisans du président déchu Manuel Zelaya attendaient hier son éventuel retour.

«Nous avons marché des heures et des heures à travers la montagne pour ne pas nous faire arrêter», a raconté à l'AFP ce jeune homme, qui a passé ces dernières nuits à la belle étoile, malgré le couvre-feu imposé par les autorités.

Arrivé jeudi dernier dans la capitale, Miguel n'a pas hésité à quitter son village natal de Lempira pour défendre M. Zelaya, destitué et chassé il y a une semaine de ce petit pays pauvre d'Amérique centrale pour avoir voulu organiser un référendum contre l'avis de la Cour suprême.

Certains de ses compagnons n'ont pas résisté à la fatigue et ont rebroussé chemin. D'autres se sont heurtés aux barrages édi-

fiés par les forces de l'ordre.

Plusieurs milliers de personnes ont ainsi été repoussées samedi dernier par un imposant dispositif militaire aux abords de l'aéroport de la capitale, la veille de l'arrivée de l'avion de M. Zelaya, dont les autorités ont annoncé hier qu'elles interdiraient l'atterrissage. «Nous allons l'attendre ici.

Si la police s'interpose, on s'en moque», assure Miguel, qui a aussi tenté en vain de s'approcher du palais présidentiel, dont les accès ont été bloqués depuis l'installation de l'ancien président du Congrès Roberto Micheletti, désigné à la tête de l'Etat. Pour déjouer la vigilance des



Miguel Zelaya.

militaires, les partisans de M. Zelaya ont parfois dû user de ruse et se sont munis de pancartes en faveur de son ennemi, uns

stratagème qui leur a permis de passer les barrières. «Nous avons dit que nous soutenions Micheletti. C'est ce que j'ai

fait», raconte Miguel qui, avec ses compagnons, vient s'informer auprès des correspondants de la presse étrangère, «la seule qui dise la vérité», selon eux.

La plupart des journaux locaux et les milieux conservateurs ont pris partie contre M. Zelaya, un riche magnat de l'industrie du bois, qui a amorcé après son élection fin 2005 un virage brutal pour rejoindre le camp antilibéral incarné par le président vénézuélien Hugo Chavez et le leader cubain Fidel Castro. Les partisans de M. Zelaya ne tarissent pas d'éloges sur les programmes sociaux lancés, grâce à la manne pétrolière et l'aide du Venezuela, en faveur des pauvres, qui représentent 60% de la population de ce pays de près de 8 millions d'habitants. «Pour les paysans, c'est le meilleur président que nous avons eu», assu-

re un des manifestants, le visage masqué comme beaucoup d'autres, de craintes de subir d'éventuelles représailles.

Un groupe est venu de la région d'Olancho, la terre natale de M. Zelaya, où les agriculteurs ont bénéficié de ses mesures : envoi de graines de maïs et de haricots, subventions pour l'achat de tracteurs.

L'un deux, Roberto Rosales, a affirmé que les autorités ont saisi les stocks d'essence afin d'empêcher les gens de se rendre dans la capitale. Malgré sa banderole belliqueuse, sur laquelle il a dessiné une mitrailleuse, il assure que personne ne souhaite «un bain de sang». Avant son retour à haut risque au Honduras, où les autorités ont promis de l'arrêter à son arrivée, M. Zelaya a appelé ses sympathisants à venir l'accueillir «sans armes».

TIRS DE MISSILES

Pyongyang cherche à «attirer l'attention», selon Biden

Le vice-président américain Joseph Biden a estimé, hier que les nouveaux tirs de missiles menés par la Corée du Nord avaient pour but d'«attirer l'attention» alors que ce pays est confronté à un isolement international croissant.

«C'est presque devenu un comportement prévisible», a déclaré M. Biden sur la chaîne de télévision ABC. «Cela ressemble à un comportement presque

destiné à attirer l'attention», a-t-il ajouté.

Samedi dernier, selon le ministère sud-coréen de la Défense, la Corée du Nord a tiré sept missiles de courte portée en mer du Japon, depuis sa côte orientale.

Ces tirs, perçus comme un message aux Etats-Unis qui célébraient leur fête nationale, constituent une violation flagrante de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de

l'ONU interdisant au régime communiste tout essai nucléaire ou tir de missile.

Joseph Biden a déclaré à ABC ne pas vouloir accorder à ces essais une attention démesurée, mais plutôt chercher à accroître l'isolement international de Pyongyang. «Je pense que notre politique a été exactement la bonne jusqu'à présent», a affirmé le vice-président américain. «Nous avons réussi à unir les pays les plus importants et les plus critiques vis-à-vis de la Corée du Nord sur une voie commune visant à accroître l'isolement de ce pays», a-t-il ajouté.

En réponse à l'essai nucléaire nord-coréen du 25 mai, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, en juin, la résolution 1874 qui prévoit un système renforcé d'inspection des cargaisons aériennes, maritimes et terrestres à destination ou en provenance de Corée du Nord, y compris en haute mer, et un élargissement de l'embargo sur les armes. Le changement d'attitude de la Russie et de la Chine, qui ont soutenu cette résolution, a marqué, selon M. Biden, «un tournant significatif dans la pression» internationale à l'encontre de Pyongyang. Samedi dernier, le départe-

ment d'Etat américain avait appelé Pyongyang à ne pas «aggraver les tensions» après la nouvelle série de tirs, à «se concentrer sur les négociations de dénucléarisation et la mise en œuvre de ses engagements» internationaux.

Le chef d'état-major interarmées américain, l'amiral Michael Mullen, n'a, pour sa part, pas exclu que Pyongyang ait toujours l'intention de lancer un missile de longue portée en direction de Hawaii.

«Sans aucun doute, ils en ont toujours la capacité», a déclaré l'amiral dans l'émission Fox News Sunday, tout en soulignant

que les engins lancés jeudi et samedi étaient «à relativement courte portée» et ne menaçaient donc pas le territoire américain.

Il a avoué ne pas connaître exactement les intentions du régime nord-coréen parce qu'il (le dirigeant nord-coréen Kim Jong-il) est imprévisible. «Il veut très clairement continuer à se montrer agressif et à défier la communauté internationale, mais au-delà de cela, il est difficile de dire» de quoi il retourne, a reconnu l'amiral. «De toute façon, cela est potentiellement très déstabilisant», a-t-il souligné.

SELON LE CHEF INTERARMÉES AMÉRICAIN

Attaquer l'Iran serait extrêmement déstabilisant

Une attaque contre les installations nucléaires de l'Iran pourrait s'avérer «extrêmement déstabilisante», a affirmé hier le chef d'état-major interarmées américain, l'amiral Michael Mullen.

«Je suis préoccupé par une attaque contre l'Iran depuis un certain temps parce que ce serait extrêmement déstabilisant et qu'il est impossible de prédire les conséquences» d'une telle attaque, a déclaré l'amiral dans l'émission télévisée Fox News Sunday. Quand le journaliste lui a demandé ce qui serait le pire, une attaque sur les sites nucléaires iraniens ou le fait que Téhéran se dote de l'arme nucléaire, l'amiral a répondu : «Je pense que les deux seraient de très, très mauvaises choses». Il a toutefois répété qu'il était «très important de n'écarter aucune option, y compris l'option militaire». La communauté internationale accuse l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire et tente par la voie diplomatique et des sanctions de forcer Téhéran à abandonner son programme d'enrichissement. Le régime iranien dément vouloir se doter de la bombe nucléaire et affirme ne poursuivre l'enrichissement qu'à des fins civiles.

Le Zimbabwe retirera ses soldats des champs de diamants de la région de Marange (est), se conformant ainsi aux recommandations du processus de Kimberley, selon son vice-ministre des Mines, Murisi Zwizwai.

«Nous avons accepté de retirer les soldats, mais cela se fera en plusieurs phases, parallèlement à la mise en place d'un cadre sécuritaire adéquat», a déclaré le ministre à l'hebdomadaire d'Etat Sunday Mail, dans son édition d'hier.

«Il y a beaucoup à faire

de ce côté du pays», a-t-il ajouté, sans préciser quand cette opération commencera. Le processus de Kimberley vise à éliminer du marché mondial le commerce illégal des pierres précieuses qui financent les conflits.

Une équipe chargée d'appliquer le processus était arrivée, il y a une semaine, pour enquêter sur l'industrie du diamant zimbabwéenne et de possibles violations des droits de l'Homme par des soldats dans les champs de Chiadzwa dans le Marange, qu'ils sont censés garder. «Nous encou-

rageons la mise en place d'étapes positives et immédiates, dans les deux ou trois prochaines semaines, qui indiqueraient un désir du Zimbabwe de se conformer» au processus de Kimberley, avait déclaré l'équipe dans un communiqué avant-hier.

«Par exemple, pour la démantèlement immédiate des champs de Marange, il ne peut y avoir de sécurité réelle lorsque l'armée est impliquée», avait-elle ajouté. Conduite par le vice-ministre libérien des Mines, Kpandeli Fiya, l'équipe comprenait, pour sa troisième visite, des

membres de la Commission européenne, du Conseil international des diamants et du département d'Etat américain, ainsi que du régulateur sud-africain des diamants et métaux précieux.

Un rapport de l'organisation Human Rights Watch (HRW), réfuté par les autorités du Zimbabwe, avait accusé, en juin, les forces armées d'utiliser la torture et une main-d'œuvre forcée (adultes et enfants) pour contrôler les comptoirs miniers de Marange, causant la mort de plus de 200 personnes en 2008.